

Paris, le 8 SEP. 2008

A

Monsieur le Ministre d'Etat,

Mesdames et messieurs les ministres et secrétaires d'Etat

Directions du personnel et des ressources humaines

Objet : libéralisation des conditions financières du détachement des fonctionnaires de l'Etat, territoriaux et hospitaliers

La promotion des mobilités et la fluidification des parcours professionnels des fonctionnaires relevant des trois fonctions publiques constituent des objectifs majeurs pour le Gouvernement.

Parmi les outils juridiques de la mobilité, le détachement est aujourd'hui un instrument privilégié. Il permet en effet de changer de corps ou cadre d'emplois, ou bien d'être recruté sur un contrat, tout en continuant à bénéficier dans son corps ou cadre d'emplois d'origine de ses droits à l'avancement et à la retraite.

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions financières du détachement des fonctionnaires relevant des trois fonctions publiques.

1) Fonction publique territoriale et fonction publique hospitalière

Dans le cadre des réformes en cours visant à rendre pleinement effectif le droit à la mobilité des fonctionnaires, les décrets n° 2008-592 du 23 juin 2008 et n° 2008-654 du 2 juillet 2008¹ ont supprimé les dispositions réglementaires limitant l'augmentation de la rémunération des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers placés en position de détachement.

¹ Décret n° 2008-592 du 23 juin 2008 modifiant le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif à certaines positions des fonctionnaires hospitaliers et décret n° 2008-654 du 2 juillet 2008 modifiant diverses dispositions relatives au détachement dans la fonction publique territoriale.

Jusqu'alors, en effet, le détachement des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers ne pouvait être accordé que lorsque la rémunération afférente à l'emploi de détachement n'excédait pas la rémunération globale perçue dans l'emploi d'origine, majorée, le cas échéant, de 15%. Cette situation pouvait conduire à bloquer des projets de mobilité intéressants tant pour les fonctionnaires que pour leurs administrations d'origine et d'accueil.

L'abrogation de ce plafond de 15% vise à encourager la mobilité des fonctionnaires tant au sein de la sphère publique qu'auprès d'organismes privés au sein desquels ils peuvent être détachés sur contrat.

2) Fonction publique de l'Etat

Afin que les mêmes règles s'appliquent aux fonctionnaires des trois fonctions publiques, la présente circulaire abroge la circulaire de la Direction du Budget n°2A-04-3783 du 17 novembre 2004 relative aux conditions financières du détachement des fonctionnaires de l'Etat.

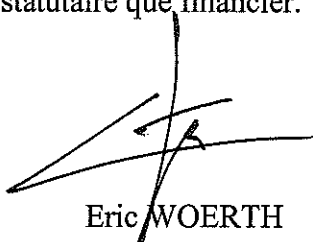
Cette circulaire précisait, en cas de détachement sur contrat, les conditions dans lesquelles les contrôleurs financiers étaient autorisés à viser les notices financières des détachements comportant un gain de rémunération supérieur à 15 %. Dans ce régime, ce plafond avait pu être interprété comme un seuil au-delà duquel la recevabilité d'une demande de détachement pouvait être mise en cause.

Avec l'abrogation de cette circulaire disparaît toute référence à un tel seuil.

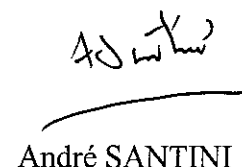
Le rôle du contrôle financier évolue en conséquence, dans le cadre de son recentrage sur les actes de personnel comportant un enjeu budgétaire significatif. Ainsi, le visa sur les actes de détachement sortant est supprimé. Seuls les détachements entrants sont soumis au visa du contrôleur financier, chargé d'examiner les projets d'actes de recrutement au regard des dispositions statutaires et indemnitaires qui leur sont applicables dans la mesure où ils sont de nature à comporter, pour l'année en cours ou pour les années suivantes, des conséquences budgétaires importantes.

*

Ces évolutions participent au développement d'une gestion des ressources humaines plus personnalisée dans la fonction publique. Les évolutions concernant les conditions de détachement doivent ainsi prendre place dans un dialogue plus large avec l'agent, portant sur le déroulement de sa carrière. Il est important, ainsi, que l'agent soit sensibilisé, avant son placement en position de détachement, aux conditions de son retour éventuel dans son administration d'origine, sur un plan tant statutaire que financier.



Eric WOERTH



André SANTINI